



CSE-Central GRDF du 5 novembre 2020

Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance

Monsieur Le Président,

L'heure est grave, le pouvoir profite de la crise pour réformer à tout va, supprimer des droits fondamentaux et n'entend pas la misère sociale ni la détresse présente partout en France dans les Entreprises de Service Public qui pourtant doivent être au côté de l'ensemble des citoyens afin de continuer à assurer l'ensemble des leurs missions et ainsi maintenir notre pays debout.

Les services de santé, malgré leurs nombreuses alertes, se retrouvent encore dans une situation plus que critique, mais, de courageux travailleurs sont toujours là pour faire face à cette pandémie. Et croyez-vous que le gouvernement ferait le nécessaire pour répondre à minima à leurs revendications qui sont plus que légitimes, après plusieurs années de gel de salaires, de réductions d'effectifs, de suppressions de services, et pire encore. Non, ils ne veulent pas l'admettre mais toutes ces années de réformes sont la cause de problématiques de soins et la résultante d'une diminution très marquée de la capacité d'accueil dans les hôpitaux. Et oui, faire de la productivité sur des services essentiels à la vie, sur des services en charge de la sécurité des personnes et des biens se paye un jour, mais ce ne sont jamais les décideurs qui souffrent des conséquences, ce sont bien les travailleurs, et plus largement les peuples qui subissent ces politiques néo-libérales destructrices.

Et certainement que GRDF en payera aussi un jour les pots cassés, mais vous ne serez certainement plus là pour nous expliquer la reconnaissance de vos erreurs sur les positions prises comme vos prédécesseurs. Les responsables et dirigeants passent mais les salariés restent, et subissent vos stratégies qui n'ont qu'un seul intérêt celui de la rentabilité pour le profit d'une infime minorité au détriment de l'intérêt général.

Mais les agents commencent à se poser des questions, et à beaucoup d'endroits, un peu partout en France, l'application des décisions locales ne respecte aucun cadre national. Cela commence à se faire ressentir, d'autant plus que seulement d'infimes miettes sont laissées à la grande majorité des salariés.

Mais ne vous en faites pas, quand l'ensemble des agents se rendront vraiment compte des volumes financiers qui sont discutés pour les remontées de dividendes à l'actionnariat, bientôt, ils prendront conscience du mépris que vous avez pour eux, et du peu de considération que la direction de GRDF porte sur les missions essentielles qu'ils assurent.

Dans le "We love Gaz" du 29 octobre 2020 au matin, notre Directeur Général Edouard SAUVAGE a, à plusieurs reprises, parle d'agents du Service Public, acteurs du Service Public. Il a précisé que :

« collectivement nous étions une référence » et que nous « étions tous soudés ».

Alors, à quand une reconnaissance à la hauteur de l'investissement quotidien des gazières, gaziers et puisque nous sommes collectivement une référence soudée, à quand la solidarité du partage des richesses de l'entreprise créées par les seuls agents de GRDF.

En ce lendemain du 4 novembre, que penser, aussi de la considération faite aux femmes dans les entreprises ? C'est en effet hier, à 16h16, que l'égalité femmes-hommes tant prônée dans notre pays a, comme tous les ans, perdu son sens. Des disparités de traitements salariaux subsistent aussi dans notre entreprise. À quand une égalité professionnelle digne de ce nom.

Avant de terminer, nous vous donnons des informations sur la situation du conflit social à Sud-Est au cas où vous ne les auriez pas. Les collègues de la région PACA sont toujours en conflit sur les revendications suivantes :

- Refus des fusions des AI sur PACA EST et OUEST
- Prime COVID à parts égales
- Arrêt du projet CLAMADIEU

Plusieurs cahiers revendicatifs ont été remis à la Direction Régionale notamment sur Avignon, Cannes, Nice, Aix et Marseille.

La délégation CGT au CSE C de GRDF apporte tout son soutien dans la lutte que mènent actuellement les collègues sur PACA et vous demande, Monsieur Le Président, de faire le nécessaire pour que les revendications de nos collègues soient entendues.

Pour finir, Monsieur Le Président, dans un contexte si particulier de crise sanitaire, la CGT croit qu'il est plus que vital d'avoir des entreprises nationalisées au seul service de l'intérêt général, c'est pourquoi Monsieur Le Président :

- Vive les services publics de l'énergie nationalisés !

À Paris,

Le 5 novembre 2020